



*Confédération Paysanne de l'Aude*

Syndicat pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs

## **JOURNÉE INTERNATIONALE DES LUTTES PAYSANNES POUR LA DÉFENSE DES SEMENCES PAYSANNES**

**Mobilisons nous ! Plantons des semences locales, pour récolter un futur global !**

**Jeudi 17 avril 11h  
à Arterris – Loudes - CASTELNAUDARY**

Il y a un an, la chambre d'agriculture de l'Aude organisait une rencontre entre producteurs, le Groupement National de l'Interprofession Semences et Monsanto afin d'inciter les agriculteurs à signer des contrats de production de semences industrielles, l'Aude abritant le plus grand site de Monsanto du territoire national. La culture de ces semences industrielles est la plus gourmande en eau et pesticides.

Dans le même temps et tout au long de l'année 2013 de nombreux articles de presse autois indiquaient de fortes pollutions de nos cours d'eau et nappes phréatiques. Les dernières études scientifiques démontrent que les effets des pesticides sur l'environnement et la santé humaine sont beaucoup plus nocifs que ce que nous en disait l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire. Un collectif de 1200 médecins généralistes s'est ainsi créé début 2014 pour dénoncer la crise sanitaire en cours.

En effet, si la France est le principal utilisateur de pesticides en Europe, elle est aussi le pays européen où il y a le plus de cancers !

Alors que le parlement vient d'adopter en première lecture un projet de loi d'avenir agricole qui vise à réduire l'utilisation de pesticides, **la FDSEA /SAFER vient de décider l'installation d'une production de semences de maïs industriel** en lieu et place d'une ferme d'élevage, au détriment de petites fermes locales et bio en besoin de terre, et ceci **sur une zone sensible et sous surveillance de captages d'eau potable** ! Cette décision du comité technique SAFER est inacceptable, la Confédération Paysanne de l'Aude ainsi que les acteurs départementaux du développement de l'agriculture paysanne et biologique, demandent un nouvel appel à candidature pour la reprise de cette ferme d'élevage à Tréziers.

Il avait été proposé pour la reprise de cette ferme 3 candidatures complémentaires : l'installation d'un jeune éleveur et le renforcement économique de 2 petites fermes bio limitrophes. Mais la FDSEA /SAFER préfère installer un jeune agriculteur représentatif de son modèle agricole industriel et pollueur. Notons que la SAFER vient d'être largement critiquée pour sa gouvernance par la Cour des comptes de la République, nous comprenons pourquoi, une fois de plus.

Autour de Tréziers, lieu de ce projet, les responsables locaux de la FDSEA/SAFER exploitent sous forme sociétaire des fermes entre 200 et 420 ha. Les paysans bio de cette petite commune n'ont que des miettes et tout est fait pour les pousser à abandonner.

**Pour la sauvegarde de nos paysans et de nos fermes d'élevage en lieu et place de cultures industrielles brevetées, pour la sauvegarde de ce qu'il reste de notre eau potable, manifestons !**

**Signataires : Confédération paysanne de l'Aude, Nature et Progrès, Faucheurs Volontaires 11**